

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 mars 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 10 mars 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)**

Comme suite à ma lettre en date du 16 décembre 2004 (S/2004/996), j'ai l'honneur de vous informer que le Comité contre le terrorisme a reçu le quatrième rapport présenté par la Tunisie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte contre le terrorisme
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

**Note verbale datée du 4 février 2005, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par la Mission permanente de la Tunisie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) et, se référant à sa note n° S/AC.40/2004/MS/OC.453 du 22 octobre 2004, a l'honneur de lui communiquer ci-joint les réponses de la Tunisie aux questions figurant dans cette lettre (voir pièce jointe).

Pièce jointe

[Original : arabe]

Quatrième rapport de la Tunisie concernant l'application de la résolution 1373 (2001)

Les dimensions planétaires que revêt aujourd'hui le terrorisme, malgré les efforts déployés depuis des années par la communauté internationale en vue de combattre ce grave fléau, confirme, comme nous le pensions, que pour aborder de façon concertée le problème, il faut dès le départ une approche internationale uniforme de la question, qui permette d'éviter un éparpillement des efforts et des divergences de vues susceptibles de limiter la capacité qu'a la communauté internationale de se prémunir contre le terrorisme et d'empêcher son extension.

C'est dans cet esprit que la Tunisie lance à nouveau un appel pour que l'on tienne, dans un premier temps, une conférence internationale chargée d'élaborer un code de conduite pour la lutte contre le phénomène du terrorisme, incorporant les points de convergence et les principes et procédures convenus, et qui constituerait un nouvel instrument auquel tous les États pourraient adhérer, et jouirait d'une autorité morale et permettrait de rapprocher de plus en plus les États aux fins de la lutte contre le terrorisme.

Outre l'uniformisation des approches, et compte tenu du fait que les moyens et les possibilités d'action dans ce domaine diffèrent d'un État à l'autre, la Tunisie pense que le développement de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme doit à tout prix tendre vers une uniformisation des solutions de sorte que les États puissent réagir de la même façon face à un danger similaire et que puisse s'instaurer un système de lutte et de prévention complet à même d'empêcher certains États de servir d'asile ou de base de repli aux réseaux terroristes.

Convaincue du rôle vital que joue l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme, qui constitue une grave déviation de la pensée et du comportement et dont les effets et retombées dépassent les frontières pour menacer la sécurité et la stabilité du monde, la Tunisie a toujours eu à cœur de soumettre ses rapports au Comité dans les délais requis.

Aussi la Tunisie présente-t-elle aujourd'hui son quatrième rapport qui répond au troisième groupe de questions que le Comité lui a posées à propos de la résolution 1373 (2001) en s'interrogeant sur les moyens qui permettraient de tirer pleinement parti des rapports précédents que les États Membres ont présentés au Comité et de mettre directement à profit l'expérience acquise par d'autres pays dans ce domaine.

Depuis que l'Organisation des Nations Unies a adopté, en 2001, la résolution 1373 relative à la lutte contre le terrorisme, la République tunisienne s'est efforcée de s'intégrer au régime mondial qui vise à lutter contre ce phénomène et à appuyer les efforts que déploie la communauté internationale dans ce domaine. Convaincue de la nécessité de réprimer les infractions terroristes à l'échelle interne, et de la coopération internationale au niveau externe, l'État tunisien a promulgué, le 10 décembre 2003, la loi n° 75/2003 qui a trait aux efforts déployés à l'échelle internationale en vue de lutter contre le terrorisme, en veillant à ce que ces

dispositions soient conformes à celles de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et satisfassent aux deux exigences fondamentales suivantes :

Tout d'abord, mettre sur pied un système répressif complet qui permette de surveiller et de poursuivre les terroristes avec l'efficacité que requiert le mode d'organisation des réseaux terroristes de par le monde. Les dispositions de la loi susmentionnée qui comprend des définitions précises et élargies de la notion d'infraction terroriste ont pour but d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre public et de garantir la stabilité au niveau tant interne qu'externe. La loi vise aussi à lutter contre les sources de financement du terrorisme et à tarir ces sources en érigeant en infraction le blanchiment d'argent.

Deuxièmement, bien qu'il faille se montrer ferme face au crime que constitue le terrorisme, ne pas oublier qu'il est indispensable d'agir en concertation avec l'appareil judiciaire tunisien et de respecter les droits de l'homme qui sont consacrés par la Constitution tunisienne et par les instruments internationaux que l'État tunisien a ratifiés. C'est sur la base de ces principes que la loi n° 75 en date du 10 décembre 2003 relative à l'appui aux efforts déployés à l'échelle internationale en vue de lutter contre le terrorisme et contre le blanchiment d'argent garantit le respect des droits humains fondamentaux et des libertés fondamentales et plus particulièrement le droit à une défense, le droit à un procès équitable et le droit à la présomption d'innocence, qui sont des principes appuyés à l'unanimité par la communauté internationale et consacrés par le droit interne.

I. Mesures exécutives

1. Efficacité des mécanismes de lutte contre le terrorisme

1.1 Mesures spécifiques visant à lutter contre le terrorisme

Enquêtes et poursuites pénales :

Pour que la lutte contre le phénomène du terrorisme soit efficace, il faut que les procédures d'enquête et de surveillance soient à la mesure du danger que représentent les organisations terroristes et du degré de précision avec lequel celles-ci opèrent. C'est pourquoi la loi n° 75 de 2003 prévoit une série de nouvelles mesures pénales qui sont légitimées par la nécessité de lutter efficacement contre le terrorisme et qui présentent les trois principales caractéristiques suivantes :

- Tout d'abord, la loi confie la responsabilité d'enquêter sur les infractions terroristes et de suivre les affaires de terrorisme aux agents de la police judiciaire et aux instances judiciaires présentes dans la capitale. Ce choix est essentiellement motivé par le fait que les agents et instances concernés ont, de par la quantité et le type d'affaires qu'ils ont été amenés à traiter, pu acquérir un haut niveau de compétence et de savoir-faire, et disposent de ressources humaines et matérielles qui permettent de s'attaquer à la structure complexe et à l'organisation rigoureuse des groupements terroristes;
- L'instance chargée de participer à l'adoption des mesures de sécurité qui font l'objet de la présente partie du rapport est une instance spécialisée dans la lutte antiterroriste;

- Plusieurs cadres et auxiliaires du Ministère de l'intérieur et du développement local liés à la question participent, en Tunisie comme à l'étranger, à des rencontres et à des séminaires afin d'acquérir le savoir-faire et les compétences supplémentaires dont ils ont besoin pour combattre les activités terroristes.

Activités criminelles en rapport avec le terrorisme

Le terrorisme a recours à la criminalité organisée, plus particulièrement au trafic illicite de stupéfiants et d'armes ainsi qu'au vol. Convaincu que les groupes terroristes ne peuvent voir le jour ni se développer sans circuits financiers qui puissent leur prêter un appui et mettre à leur disposition des fonds qui leur permettent de mener à bien leurs projets criminels, le législateur tunisien a entrepris de s'attaquer aux circuits financiers du terrorisme en érigeant en infraction et en réprimant les opérations de blanchiment d'argent. Conscient également que la lutte contre les circuits de financement illicites doit, pour être véritablement efficace, aller au-delà de l'aspect répression et englober aussi l'aspect prévention, le même législateur a créé une Commission d'analyse financière qui a notamment pour tâches d'enquêter sur les opérations et les transactions douteuses et peut, à cette fin, demander l'aide de ses homologues étrangers. En outre, l'instance spécialisée dans la lutte antiterroriste comprend une unité chargée de lutter contre la criminalité organisée.

Protection des cibles potentielles des terroristes

Vu le danger que les organisations terroristes font courir à certaines personnes prises pour cibles en raison des fonctions qu'elles exercent ou de leur qualité de témoin, le législateur a accordé, en vertu de la loi n° 75 de 2003, une protection spéciale à ces personnes et prévu que l'identité des officiers de police judiciaire ou des membres des services judiciaires qui traitent les affaires de terrorisme serait tenue secrète.

Par ailleurs, les mesures de sécurité destinées à assurer la protection des installations nationales sensibles du siège des missions diplomatiques, des consulats et autres centres analogues et des établissements privés d'une manière générale ont été renforcées dans le cadre d'un dispositif de sécurité, qui prend en considération les menaces potentielles en se fondant sur une analyse de l'évolution des conditions de sécurité générale dans les différents foyers de tension du monde, de la stratégie adoptée par les pays face au terrorisme et de l'impact qu'ont tous ces éléments sur les intérêts desdits pays ou de ceux de leurs ressortissants qui se trouvent en Tunisie.

Le Ministère de la défense nationale est l'instance qui est chargée d'assurer, par l'intermédiaire d'éléments se trouvant sur place, la protection et la sécurité, sur le territoire national, de certains points sensibles susceptibles d'être la cible d'attaques terroristes (centrales électriques, stations de radio et de télévision, installations offshore et navires transportant des voyageurs, etc.) dans le cadre de l'application du Code international pour la sécurité des navires et des installations portuaires.

Analyse stratégique et prévisions relatives aux menaces potentielles

La Tunisie tient plusieurs réunions nationales, afin d'analyser le phénomène du terrorisme et de réfléchir aux moyens de lutter contre ce fléau en tenant compte des

menaces potentielles et en s'appuyant, d'une part, sur l'expérience acquise par les spécialistes nationaux de la sécurité et, d'autre part, sur la coopération avec certains pays voisins et frères.

1.2 Difficultés rencontrées dans le domaine de la lutte antiterroriste

Si, à l'heure actuelle, la Tunisie ne se heurte à aucune difficulté notable, au niveau national, dans le domaine de la lutte antiterroriste, c'est grâce aux liens de coopération étroits qui existent entre les différents services de sécurité compétents. Cela étant, il convient d'appeler l'attention sur la présence de certaines difficultés au niveau de la coordination avec quelques États, difficultés dont les plus importantes se présentent comme suit :

- Les États susmentionnés, et plus particulièrement les pays européens, n'ont pas répondu aux tentatives répétées qu'a faites la Tunisie pour les convaincre du caractère terroriste du mouvement « Al-Nahda » et de la nécessité d'inclure cette organisation dans la liste internationale du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, alors que le nom de l'aide militaire de cette organisation, à savoir le « Groupe combattant tunisien », a déjà été inscrit en octobre 2002 sur la liste susmentionnée ainsi que sur celle de la Commission des communautés européennes, et que certains éléments du Groupe sont impliqués dans les activités de l'organisation Al-Qaida;
- Les États susmentionnés ont refusé toute coordination avec la Tunisie aux fins de l'examen des demandes d'asile politique présentées par certains éléments extrémistes tunisiens de même qu'ils n'ont pas voulu, à titre exceptionnel, prendre l'avis de notre pays, alors que les recherches et enquêtes menées dans le cadre de la lutte antiterroriste ont permis d'établir que nombre des éléments susmentionnés exploitaient à leur profit le généreux droit d'asile pour bénéficier du droit de séjour, recueillir des contributions et constituer des groupes à vocation terroriste;
- La Tunisie est parvenue à de très nombreuses reprises à détecter des cellules terroristes et à démanteler celles-ci avant qu'elles ne mettent leurs plans à exécution. De même, la politique de prévention et de répression qu'elle a adoptée a permis d'empêcher l'infiltration sur le territoire tunisien d'éléments terroristes;
- En outre, les accords bilatéraux qu'elle a conclus avec un certain nombre de pays arabes ou européens ont permis de recueillir certains renseignements relatifs aux groupes terroristes opérant à l'échelle internationale. Sur le plan interne également, les programmes visant à sensibiliser davantage la population aux dangers du terrorisme et à élargir le réseau d'informateurs aux fins de la lutte antiterroriste ont permis de surmonter les problèmes que posaient la collecte d'informations devant servir à démasquer rapidement les éléments et complots terroristes.

1.3 Mesures pénales relatives aux poursuites engagées contre les terroristes et ceux qui leur viennent en aide

La Loi n° 75 de 2003 concernant le soutien aux efforts déployés à l'échelle internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et contre le

blanchiment d'argent comprend plusieurs parties qui donnent une définition du terrorisme et des infractions connexes et prévoient des peines à l'encontre des auteurs de ces infractions et de ceux qui s'en rendent complices ou aident à les camoufler. En outre, la loi susmentionnée définit les moyens de tirer parti des renseignements recueillis dans le cadre de procédures pénales, classe ces renseignements au chapitre « Témoignages » et accorde aux témoins un statut qui permet de les protéger.

La Tunisie a consacré une structure aux agents chargés de faire appliquer les lois qui ont pour tâche d'enquêter sur les affaires de terrorisme, sur les affaires de blanchiment d'argent connexes et sur les moyens d'identifier les biens et fonds qui sont le produit d'activités terroristes, et de suivre ces questions.

Soucieuse de consacrer le principe de la spécialisation dans le domaine de l'action sécuritaire, la Tunisie a modernisé les structures administratives et les services de sécurité spécialisés dans la lutte antiterroriste, qui se caractérisent par un niveau de compétence élevé et ont à leur disposition des équipements modernes appuyés en permanence par la structure d'enquête et de suivi dont il fait état plus haut.

En outre, la Tunisie a renforcé son dispositif législatif en promulguant la loi n° 75 de 2003 en vertu de laquelle une « Commission d'analyse financière » relevant de la Banque centrale tunisienne et chargée de surveiller les opérations et transactions douteuses a été créée. Cette commission a la possibilité, dans le cadre de la coordination et de l'échange d'expertise avec les mécanismes et organisations internationaux compétents, de solliciter l'assistance d'homologues venant d'États tiers avec lesquels elle a passé des accords de coopération.

1.4 En ce qui concerne les modalités techniques des enquêtes

Les services de sécurité tunisiens spécialisés disposent de compétences, d'un savoir-faire et d'une structure spécifiquement chargée de prévenir les menaces terroristes. Ces moyens ont facilité la détection de cellules terroristes désireuses de transférer leurs activités à Tunis et a aidé à faire échec aux opérations de ces cellules, au stade des préparatifs, et ce, grâce à l'utilisation de techniques modernes qui pour la surveillance des transferts de fonds, et à des opérations secrètes visant à détecter les liaisons que les groupes terroristes ont établies avec leurs antennes et à intercepter leurs communications.

La Commission d'analyse financière est un symbole de la coopération entre les différents services appelés à enquêter sur les opérations de blanchiment d'argent. En effet, elle est composée de représentants des différentes instances judiciaires et financières et des différents services de sécurité du pays qui peuvent ainsi coordonner plus efficacement les efforts qu'ils déploient pour surveiller les opérations et les transactions suspectes et partant, éliminer les circuits financiers illicites et lutter contre le financement du terrorisme et contre le blanchiment d'argent.

Pour aider à assurer l'application du droit et de la procédure pénale, les services de sécurité tunisiens ont recours, dans le cadre de leurs enquêtes, à différents moyens tels que la mise sous écoute et la localisation des biens qui sont la propriété de groupes criminels. Toutes ces opérations sont menées en coordination complète avec les autorités judiciaires.

Au plan national, les différents ministères et les différentes instances compétentes coopèrent directement aux fins de l'échange d'informations et de données relatives au financement du terrorisme et à la surveillance des réseaux qui lui prêtent un appui.

Les personnes qui démasquent des réseaux terroristes et en dénoncent les membres s'exposent à de réels dangers. Les agressions dont sont victimes ces témoins sont des actes de vengeance dirigés contre eux ou contre leurs proches et visent à les terroriser pour les dissuader de divulguer les informations en leur possession. Aussi, le législateur tunisien a-t-il pris un certain nombre de mesures pour protéger ces personnes. C'est ainsi que :

a) La loi stipule que toutes les informations susceptibles de révéler l'identité des témoins ou de ceux qui ont aidé à déceler et à démasquer l'infraction doivent être consignées dans des procès-verbaux séparés et conservés dans un dossier distinct du dossier original. Ces données et les signatures doivent être enregistrées dans un registre secret numéroté et signé par le Procureur de la République à Tunis. Ces renseignements ne peuvent être rendus publics que si la défense de l'accusé l'exige et si l'on s'est assuré au préalable qu'une telle divulgation ne peut mettre en péril la vie du témoin ou de ses proches ni menacer leurs avoirs.

b) L'instance judiciaire compétente peut au besoin accepter que l'enquête ou l'audience ait lieu ailleurs qu'à l'endroit où elles se déroulent habituellement. La sécurisation de ces nouveaux lieux constituera une garantie supplémentaire pour les témoins.

2. Efficacité des contrôles exercés par les douanes, aux frontières et en matière d'immigration

1.6 Efficacité de la surveillance qui s'exerce aux frontières

Soucieuse d'appliquer les mesures communes adoptées par l'Organisation mondiale des douanes et consciente de l'importance que revêt la surveillance des points de franchissement de la frontière, la Tunisie a adopté un plan de sécurité complet pour la surveillance des personnes et des marchandises qui prévoit le recours à des êtres humains, à des dispositifs de surveillance ultramodernes tels que les appareils de détection des métaux et des explosifs ainsi qu'à des unités canines pour la détection des drogues et armes introduites en contrebande. Les services de sécurité s'emploient, en coordination totale avec l'Administration des douanes, à élaborer des plans et des mesures à même de garantir l'efficacité de cette surveillance et d'en maximiser l'impact.

a) L'Administration générale des douanes a publié une circulaire relative aux manifestes de cargaison qui entrera en vigueur sous peu. L'application de cette circulaire permettra d'obtenir des renseignements sur le mode de transport et la nature des marchandises transportées avant l'arrivée du navire ou de l'aéronef.

Néanmoins, ces mesures ne s'appliquent qu'aux transporteurs liés par le Système **intégré** de traitement automatisé des formalités de **commerce extérieur**, système qui, pour le moment, est facultatif.

En outre, un projet d'ordonnance régissant les modalités d'établissement et de dépôt des manifestes de cargaison au moyen d'instruments électroniques a été présenté.

Depuis 1999, l'Administration des douanes a commencé à installer des appareils de détection à rayons pour inspecter tous les conteneurs et les semi-remorques (y compris ceux qui sont vides) à l'aide de scanners.

En cas de doute ou en présence d'indices, les autorités douanières procèdent à une inspection matérielle détaillée de toute la cargaison du conteneur ou de la semi-remorque concernés.

Cela étant, les bureaux de douane frontaliers ne procèdent pas tous à des inspections par scanner, car ils ne sont pas tous équipés du matériel requis à cet effet.

b) Le contrôle des voyageurs et leurs effets personnels (à l'arrivée comme au retour) incombe essentiellement aux douanes et en partie aux services de sécurité qui disposent de systèmes de télésurveillance. Les autorités douanières exercent une surveillance poussée sur la base de renseignements que leur communiquent les services de sécurité.

Les mouvements de voyageurs font l'objet de contrôles de sécurité, notamment lorsqu'il s'agit de voyageurs suspects, ou lorsque les conditions de sécurité l'exigent.

Les autorités douanières et les services de sécurité contrôlent les effets personnels au moyen de rayons X. Par contre, le contrôle des marchandises importées ou exportées incombe aux autorités douanières qui reçoivent parfois des renseignements que leur communiquent les services de sécurité lorsque lesdites marchandises prêtent à soupçon.

Les bagages abandonnés dans les espaces publics des aéroports tunisiens sont surveillés.

Les autorités douanières et les services de sécurité disposent d'unités canines spécialisées dans la détection de stupéfiants et d'explosifs.

c) La surveillance de la bande frontalière qui sépare les points d'accès au territoire tunisien fait l'objet d'une coopération étroite entre les services douaniers, la Garde nationale et l'armée tunisienne, lesquels patrouillent conjointement et de manière systématique le long de la frontière.

Sur le plan législatif, la Tunisie a achevé d'établir la version amendée de la loi n° 40 de 1975 sur les passeports en date du 14 mai 1975 qui, devenue la loi n° 6 de 2004 en date du 3 février 2004, aggrave les peines dont sont passibles les organisateurs d'opérations de franchissement illégal de la frontière et vise à garantir la sécurité de tous les États voisins de la Tunisie ou qui l'entourent.

La Tunisie n'a pas conclu, avec les États qui sont ses voisins, d'accords de coopération douanière portant spécifiquement sur la lutte contre le terrorisme.

Protection de la frontière terrestre**Mode de déploiement des éléments de la Garde nationale affectés à la surveillance des frontières terrestres**

Les éléments de la Garde nationale affectés à la surveillance de la frontière terrestre opèrent dans trois bandes frontalières successives situées en territoire tunisien, et dont la première est délimitée par la frontière. Chacune de ces unités a une tâche bien précise.

Exercices conjoints aux fins de la surveillance des frontières (opérations blanches)

Un système d'intervention d'urgence a été conçu, à l'intention de toutes les unités frontalières, en coordination avec l'ensemble des éléments du dispositif de surveillance des frontières terrestres. Une formation à l'utilisation de ce système est dispensée par la voie d'exercices conjoints (opérations blanches).

Les unités de la sûreté publique jouxtant la partie de la zone frontalière terrestre et maritime, considérée comme la deuxième bande frontalière, s'emploient chacune dans son domaine de compétence territoriale, à appliquer les dispositions du système de sécurité des frontières, qui visent à empêcher toute infiltration d'éléments terroristes et régissent la surveillance des étrangers résidant sur le territoire tunisien.

En outre, les équipes chargées d'assurer la sécurité du tourisme qui relèvent du système de sécurité touristique œuvrent au maintien de la sécurité et de la stabilité et, partant, participent à la prévention de toute activité terroriste ou connexe.

Dans le même temps, les unités chargées de la surveillance des explosifs et des matières dangereuses surveillent, dans le cadre du système de sécurité autorisé, les établissements qui fabriquent et utilisent des matières explosives et dangereuses.

C'est dans ce cadre que la direction des enquêtes et de l'inspection a mis en place des unités chargées d'activités d'assistance dans la bande frontalière et a créé au sein de ces unités des cellules antiterroristes.

Dispositif chargé d'assurer la sécurité des frontières terrestres

Dans le cadre des dispositions qui régissent la surveillance des frontières terrestres et pour assurer l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles, la Tunisie a :

- Élevé, en octobre 2001, la structure chargée du secteur des « frontières maritimes » au rang de direction, de sorte que celle-ci puisse s'acquitter plus efficacement des tâches qui lui ont été confiées;
- Créé neuf zones maritimes;
- Confié au dispositif chargé d'assurer la sécurité des zones maritimes la charge de mener à bien les activités suivantes :
 - Surveillance des ports, des plages et du littoral;
 - Surveillance des eaux territoriales tunisiennes;

- Installation de certains équipements de détection électronique en certains points du littoral;
- Patrouilles aériennes quotidiennes;
- Coordination avec les garde-côtes et avec les douanes aux fins de la surveillance des eaux territoriales tunisiennes.

En outre, les unités terrestres qui relèvent de la Garde et de la sûreté nationales surveillent le réseau routier ainsi que les voies d'accès à la mer.

d) Conformément aux dispositions qui régissent la navigation aérienne, les autorités tunisiennes cherchent à obtenir la liste des passagers en provenance de l'étranger avant que les avions à bord desquels ils se trouvent n'atterrissent dans un aéroport tunisien. Cette surveillance est fonction de la gravité des menaces qui pèsent sur la sécurité et de la situation mondiale. En retour, les autorités tunisiennes communiquent des listes analogues à celles dont il est fait état plus haut aux aéroports étrangers qui en font la demande.

La compagnie aérienne tunisienne établit un manifeste de cargaison aérienne pour les marchandises qu'elle transporte à bord de ses avions et dépose ce manifeste sous forme de « connaissance ». Elle applique la même procédure pour le compte et au nom d'autres compagnies de transport aérien.

e) La Commission nationale de la sécurité de l'aviation civile a été modernisée. Une commission nationale pour la sécurité de l'aviation civile a été créée. Cette commission a des antennes dans tous les aéroports du pays où des plans d'intervention en cas de crise ont été mis en place.

Lorsque survient une crise, il y a coordination entre les autorités douanières, la police et la compagnie de transport aérien.

Les autorités douanières procèdent à des contrôles réglementaires parallèles à ceux qu'effectuent les services de sécurité, l'Administration des douanes, l'Administration de l'aviation civile et des aéroports.

Chaque aéroport comporte des espaces ouverts au grand public et d'autres dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

Les auxiliaires de police et ceux de l'Administration des douanes surveillent les voies d'accès qui conduisent aux zones interdites au public et fouillent minutieusement ceux qui se rendent régulièrement dans les zones soumises à restriction ainsi que leurs moyens de transport. Toutes ces mesures visent à empêcher l'entrée ou la sortie de marchandises suspectes ou de passagers clandestins.

Toutes les personnes et tous les véhicules souhaitant accéder aux espaces réglementés doivent présenter un permis qui peut leur être délivré soit à titre permanent, soit à titre provisoire ou au cas par cas. Des permis d'accès permanents sont attribués aux personnes qui opèrent dans les espaces réglementés de l'aéroport ainsi qu'aux véhicules qui y circulent.

Les permis temporaires sont attribués aux utilisateurs occasionnels chargés d'effectuer des travaux ponctuels dans les espaces réservés de l'aéroport ainsi qu'aux véhicules à bord desquels ils se déplacent. Les permis délivrés au cas par cas sont destinés aux visiteurs venus accomplir une tâche ponctuelle dans les espaces

réglementés de l'aéroport. Ces personnes doivent obligatoirement être accompagnées de titulaires de permis d'accès permanents et leurs véhicules sont soumis à des règles analogues.

Les permis d'accès aux espaces réglementés sont délivrés par le Directeur de l'aéroport après consultation des autorités policières et douanières.

Les voyageurs peuvent, à leur arrivée comme à leur départ, pénétrer dans les espaces qui leur sont réservés, à la condition d'être munis des documents suivants :

- Passeport valide contenant un visa réglementaire;
- Carte d'embarquement délivrée par le transporteur aérien et portant le nom du voyageur.

Les employés des compagnies de transport aérien sont autorisés à pénétrer dans les espaces réglementés sur présentation d'un badge réglementaire.

Il incombe au Directeur de l'aéroport chargé de délivrer ces badges de s'assurer :

- Que chaque demande de badge est présentée, sous forme écrite, par les employeurs de la personne à laquelle ledit badge est destiné;
- Que les demandes sont justifiées;
- Qu'aucun badge n'est délivré à une personne à l'encontre de laquelle la police ou les autorités douanières nourriraient des soupçons.

Le règlement intérieur de l'aéroport contient des dispositions en vertu desquelles les personnes arborant un badge sont tenues de veiller à ce que celui-ci reste bien visible lorsqu'elles pénètrent ou se tiennent dans les espaces réglementés.

Les transporteurs et le commandant de l'avion sont informés de la présence de produits chimiques (dangereux) à bord. Ces produits ne sont pas transportés indépendamment de la cargaison. Le transport de ces produits est cependant soumis à des règles draconiennes, aussi bien en ce qui concerne leur emballage que leur manutention.

3. Contrôles visant à empêcher les terroristes de s'approvisionner en armes

Les armes et la commercialisation de celles-ci sont soumises à des contrôles de sécurité précis conformément à la loi n° 33/1969 relative à l'importation, la commercialisation, la détention et le port d'armes. Des mesures réglementaires ont aussi été prises pour contrôler l'importation et l'exportation d'armes à feu. L'importation et l'exportation des armes à feu sont soumises à l'obtention d'autorisations des services de sécurité et des douanes, pour lesquelles un ensemble de conditions et de spécifications concernant les armes et les personnes souhaitant les détenir doivent être remplies. Les services de sécurité accordent également une grande importance au contrôle du commerce, de la fabrication et de la réparation des armes, à la fabrication de la poudre, aux modalités relatives à la tenue des registres des armes et à la garde en toute sécurité des armes des citoyens dans l'attente de l'achèvement de toutes les formalités exigées.

1.7. Les services des douanes ont mis en application les recommandations de l'Organisation mondiale des douanes en ce qui concerne l'application du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, en coordination avec les services compétents du Ministère de l'intérieur et du développement local.

1.8 D'une façon générale, les armes sont classées en cinq catégories, conformément aux dispositions de la loi 33/1966 du 12 juin 1966. Trois d'entre elles concernent les armes à feu :

- Première catégorie : les armes à feu et leurs munitions destinées à un usage militaire sur terre, en mer et dans les airs.
- Deuxième catégorie : les armes à feu défensives et leurs munitions, ainsi que les armes de tir et les armes destinées aux expositions et salons et leurs munitions.
- Troisième catégorie : les armes de chasse et leurs munitions.

Il est formellement interdit d'introduire sur le territoire tunisien les armes de la première catégorie, qu'elles soient montées ou en pièces, à l'exclusion des armes déclarées par les forces armées tunisiennes.

L'importation des armes de la deuxième catégorie est soumise à l'obtention d'une autorisation spéciale des services de sécurité, à l'exclusion des armes utilisées pour lesquelles l'importateur doit fournir une autorisation de port d'arme valide qui est délivrée par les autorités tunisiennes.

Les armes déclarées par les forces armées tunisiennes ne sont pas concernées par cette disposition.

L'importation des armes de la troisième catégorie est soumise à une autorisation spéciale délivrée par les services de sécurité.

Les services de sécurité peuvent délivrer aux touristes étrangers une autorisation d'importation et de port d'armes de chasse pour une durée ne dépassant pas trois mois.

Il y a lieu de noter que les touristes en transit sont tenus de déposer les armes de chasse qu'ils détiennent auprès des services de la douane qui les leur restituent 24 heures avant de quitter le territoire tunisien.

Une autorisation de transit précisant l'heure d'entrée et de sortie du territoire tunisien leur est délivrée par les services du Ministère de l'intérieur chargés des frontières.

Tous les bureaux de douane sont tenus de tenir un registre (selon le modèle établi à cette fin) sur lequel sont indiqués les renseignements relatifs à l'importateur et à la marchandise, les délais légaux et la régularisation de la situation avec la restitution des armes de chasse en vue de leur réexportation.

1.9 Le contrôle de la validité des autorisations et autres documents officiels relatifs à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes à feu est effectué en coopération étroite entre les services des douanes et les services de sécurité.

1.10 Dispositions en vigueur concernant l'importation et l'exportation des armes à feu :

Le deuxième rapport présenté par la Tunisie en ce qui concerne les mesures prises conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité comporte les réponses liées à cette question. Compte tenu de l'importance de cette question, il y a lieu de réaffirmer que la circulation des armes en Tunisie est soumise à une autorisation préalable du Ministère de l'intérieur et du développement local, conformément aux dispositions de la loi n° 33/1969 du 12 juin 1969 précitée. La délivrance de ces autorisations est soumise à un ensemble de normes qui tiennent notamment compte des impératifs de sécurité liés à la nécessité de réduire la prolifération des armes en Tunisie.

Il est formellement interdit aux particuliers d'importer, de détenir, de porter et de transporter des armes de guerre.

En ce qui concerne l'exportation d'armes, la Tunisie ne fabrique pas d'armes et n'en exporte donc pas à l'étranger. Elle n'importe pas non plus d'armes en vue de les réexporter.

Il importe de noter que la loi précitée prévoit des sanctions contre toute personne qui contreviendrait aux règles relatives à l'achat, l'importation, la détention, le port ou la commercialisation d'armes, qui peuvent aller jusqu'à 10 ans de prison et le paiement d'une amende pouvant atteindre 3 000 dinars tunisiens, en plus de la saisie des armes.

L'importation, l'exportation, le transit et le stockage des armes à feu et, d'une manière générale, des produits explosifs, sont soumis à des mesures de sécurité particulières, qui peuvent être résumées comme suit :

Sont du ressort de l'État, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, le stockage, l'utilisation et la commercialisation des produits explosifs, et ce, par le biais des institutions et organismes publics compétents en matière d'explosifs et relevant du Ministère de l'intérieur et du développement local ou placés sous son autorité.

L'État peut cependant autoriser des personnes morales ou physiques à entreprendre tout ou partie de ces opérations. Le déroulement et les modalités des opérations de transport et de stockage des armes à feu sont régis par un ensemble de textes de lois et de mesures de sécurité.

Les carrières et autres installations qui utilisent des explosifs sont soumises à un contrôle étroit, notamment en ce qui concerne le stockage et le transport de ces produits et les personnes qui sont chargées de leur surveillance. Une surveillance permanente est également exercée sur les laboratoires qui utilisent des produits chimiques dangereux pouvant être utilisés pour fabriquer des produits explosifs. La législation pénale tunisienne réprime les personnes qui contreviennent aux dispositions régissant ces activités. Ces dispositions répressives viennent appuyer les efforts accomplis au niveau national pour organiser ce secteur.

Le transport des armes de guerre est effectué exclusivement par le personnel des forces armées et les agents de la sûreté intérieure et de la douane, dans le cadre d'un dispositif de surveillance particulier.

Les opérations de stockage et de dépôt des armes sont effectuées dans des dépôts conçus à cet effet et placés sous surveillance. Ces dépôts font l'objet d'inspections approfondies régulières et inopinées qui garantissent leur sûreté et la sécurité des armes.

Toutes les personnes chargées d'effectuer une de ces opérations et toutes celles qui y participent sont soumises à une enquête de sécurité approfondie.

Toute personne physique ou morale souhaitant entreprendre une des opérations précitées est tenue de remplir les conditions techniques et de répondre aux exigences de sécurité exigées à toutes les étapes liées à l'accomplissement de ces opérations.

L'exécution d'une des opérations de fabrication, d'importation, d'exportation, de transport, de stockage, d'utilisation ou de commercialisation de produits explosifs est subordonnée à l'obtention d'une autorisation du Ministère de l'intérieur et du développement local, qui est délivrée après examen d'une demande accompagnée des documents ci-après :

- Une fiche de renseignements personnels à retirer auprès des services compétents du Ministère de l'intérieur et du développement local dans laquelle il est notamment demandé d'indiquer, pour les personnes physiques, les nom et prénom et numéro de la carte d'identité nationale et, pour les personnes morales, le nom de l'entreprise, sa raison sociale, son siège social et la date de sa création;
- Une copie de la carte d'identité nationale pour le demandeur de l'autorisation s'il s'agit d'une personne physique, ou du représentant légal dans le cas d'une personne morale;
- Un extrait du casier judiciaire (extrait n° 3) du demandeur de l'autorisation s'il s'agit d'une personne physique, ou du représentant légal dans le cas d'une personne morale;
- Une copie des statuts pour les personnes morales;
- Une étude technique sur les mesures de sécurité contre les dangers, visée par le Ministère de l'intérieur et du développement local;
- Les autorisations précitées peuvent être définitivement retirées par les autorités compétentes, notamment en cas d'atteinte à l'ordre et à la sûreté publics.

4. Assistance et coopération

La Tunisie a accordé une attention particulière à la question de la coopération et de l'échange d'expériences et d'informations et a encouragé la coordination sur les plans bilatéral et multilatéral avec les pays frères et amis en utilisant tous les moyens disponibles dans le cadre du respect de la légalité internationale, de l'attachement à la loi, mais aussi du respect des droits de l'homme et des libertés individuelles et publiques, notamment à travers la présentation de l'expérience tunisienne dans la lutte contre le terrorisme et des mécanismes mis en place dans ce cadre. La Tunisie s'est aussi employée à instituer des liens de coopération, en matière notamment d'identification et de recherche des éléments impliqués dans des crimes terroristes, grâce à l'appui de l'Organisation internationale de police criminelle.

La Tunisie saisit l'occasion de la présentation de son quatrième rapport pour se féliciter de la création de la Direction exécutive du Comité conformément à la résolution 1535 (2004) du Conseil de sécurité et renouvelle sa disponibilité entière à mettre son expérience et son expertise au service de la coopération avec tous les

pays frères et amis qui en exprimeraient le désir. Elle se déclare également disposée à bénéficier des expériences qui ont fait la preuve de leur efficacité dans un esprit d'échange et de d'égalité et dans le cadre d'une coopération technique visant à unifier la réponse que la communauté internationale dans son ensemble apporte au terrorisme, à ses causes et à ses dangereux effets.
